

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 143 - VENDREDI 25 MAI 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

En écologie, l'opportunisme définit la capacité d'une espèce à s'adapter aux circonstances pour survivre. Exemple : la conversion de l'ancien maire de Montigny, Robert Hue, à la chasse au maroquin. ●

AGENDA MILITANT

→ 29 mai - 15 juin
Paris [\[No\] Man's Land](#)

→ 31 mai
Paris [Fête du Temps des Cerises](#)

→ 1^{er} juin
La Courneuve [Femmes poètes du monde arabe](#)

→ 2 - 3 juin
Paris ["Petit salon du Livre politique"](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ **Monde**
[Non au bouclier anti-missile de l'OTAN](#),
Louis Aminot
[Une militante BDS condamnée en cassation : un jugement honteux](#)

→ **Front de gauche**
[Gauche anticapitaliste au Front de gauche](#)

→ **Initiatives**
[Des tracts de saison à s'approprier](#)

Gauche plurielle ou nouvelle gauche ?

La composition et les premiers pas du gouvernement Ayrault envoient des signaux contradictoires. S'agit-il de ratisser large en vue des élections législatives ? Ou de tenter une improbable synthèse entre des lignes contradictoires ? Quoi qu'il en soit, de Manuel Valls à l'Intérieur à Christiane Taubira à la Justice, ou de Jérôme Cahuzac au Budget à Benoît Hamon à l'Économie sociale et solidaire, quelle cohérence ? Les équilibres promettent d'être difficiles à trouver !

Dès à présent, prenons date concernant l'avenir de l'Union européenne. Car, déjà, l'heure de vérité approche à propos de la règle d'or et du traité européen. Beaucoup de citoyens ont d'ores et déjà compris que lui ajouter un volet "croissance" ne serait pas rompre avec ce qu'Alexis Tsipras, leader grec de Syriza, nomme la « guerre » que « *le Capital mène contre les forces du travail* ». Si, comme l'écrit Francis Wurtz, il faut envisager « *une refondation de la construction européenne autrement plus exigeante qu'un protocole additionnel au traité Merkozy !* », nous pouvons exprimer que François Hollande est déjà à des années lumières de l'intention de « *dompter la finance* ».

Mais alors, cela n'interroge-t-il pas sur l'emploi de l'expression banale « *réussir à gauche* » et de ses avatars déclinés dans la campagne des élections législatives ? Son défaut est d'annoncer aussi bien la possibilité d'une nouvelle gauche plurielle que, maladroitement, l'ambition du Front de gauche de bâtir à la fois une nouvelle gauche et une alternative politique.

De même, affirmer qu'un nombre important de députés du Front de gauche pourrait « *garantir* » la réussite de « *la gauche* » est une maladresse : on ne peut pas gommer l'expérience des années où le PCF, pourtant plus fort qu'aujourd'hui, n'a pas « *garanti* » l'existence de politiques de gauche.

Il existe une autre manière de formuler la nécessité d'un nombre le plus important possible de députés du Front de gauche, dans la continuité de ce qui a été semé et a mobilisé largement pendant la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Il s'agit d'inscrire leurs candidatures et leurs mandats dans la construction d'une dynamique populaire durable, portée dans les têtes, dans la rue et dans les urnes par une nouvelle gauche. L'emploi tous azimuts de la référence à « *la gauche* » sert-il cet objectif ?

Construire dans la durée les fondamentaux d'une nouvelle gauche et une force politique, contester l'hégémonie du social-libéralisme à gauche, se donner un nombre le plus élevé possible de députés qui s'attèleront à être des élus partenaires des mouvements de la société... tout se tient !

● Gilles Alfonsi

Un autre Israël est-il possible ?

À l'occasion de la parution d' *Un autre Israël est possible, Vingt porteurs d'alternatives*, Dominique Vidal, co-auteur du livre avec Michel Warschawski, répond à nos questions sur le bouillonnement sans précédent de la société israélienne, dans de nombreux champs, sur les stratégies pour sortir du conflit israélo-palestinien et sur les actions à mener en France, en Europe.

- Après l'ouvrage collectif *Israël-Palestine, un État, deux États ? (1)*, vous vous attachez à présenter la société israélienne. Pourquoi ?



Nous avons été frappés, l'un comme l'autre, par la surprise qu'a constituée le mouvement des Indignés israéliens, l'été dernier. En fait, tout a commencé, pour nous, par un reportage engagé aux

mois de mai-juin 2011 - donc avant le mouvement - qui, curieusement, portait sur l'absence d'alternative en Israël, et ses raisons. Et nous nous sommes rendu compte que s'il n'y a pas d'alternative, de cadre politique la permettant, il est évident aussi que cette société bouillonne. Tous les vendredis, il y a des manifestations à Sherjara, un quartier palestinien

objet de spoliations comme beaucoup d'autres : on y voit non plus des vieux Ashkénazes de "La Paix maintenant", mais plein de jeunes et notamment des jeunes à kippa, un grand nombre de religieux. Il y a des mouvements sociaux menés par un syndicat indépendant, *Koach Laovdim* - cela n'avait jamais existé en Israël. Il y a un peu partout des mouvements nouveaux, les luttes contre la judaïsation de la ville de Jaffa ou de Saint-Jean-d'Acre, la lutte des Bédouins. Tout cela unit des gens qui n'avaient jamais été ensemble. Et puis, arrive ce mouvement des Indignés : du jamais vu dans l'histoire de l'État d'Israël depuis 1948, à la fois par le nombre - 400 000 personnes dans les rues, soit 4 millions chez nous - et deuxièmement par le niveau, parce que c'est une protestation contre le néo-libéralisme, frontale : les gens ne sont pas descendus dans la rue seulement pour des produits moins chers, des loyers plus abordables, c'est vraiment une remise en cause de la logique même du système. On nous a dit : "ce n'est pas politique". Quand à un

tel mouvement le pouvoir répond comme l'a fait Netanyahu : "Vous voulez des logements, mais il y en a dans les colonies, il n'y a aucun problème", et que les gens disent : "Non, non, on veut des logements en Israël", ce n'est pas de la politique ? Quand à Haïfa 30 000 personnes, Juifs et Arabes, défilent côte à côte ! Quand la commission Achtenberg propose des réformattes, une espèce de ripolinage, et que le mouvement dit "Non, non, nous on sait bien que pour satisfaire les besoins sociaux - logements, santé, éducation, etc. - il faut beaucoup d'argent et cet argent on ne peut le prendre que dans les dépenses de défense et de colonisation", si cela ce n'est pas de la politique, en Israël !

Tout le problème est de savoir si le mouvement aura un débouché politique. Et ça, ce n'est pas une question israélienne, c'est une question mondiale, qui se pose dans les révolutions arabes, dans les mouvements des Indignés en Europe, au mouvement étudiant chilien, aux ●●●

(1) Voir la présentation dans *Cerises* n°127 : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3417>

●●● Russes qui sont descendus dans les rues. On a un peu partout des mouvements populaires sans précédents, qui font partie, je crois, de la bascule mondiale : cette bascule n'est pas seulement le reflux, l'ébranlement de l'hégémonie américaine et occidentale, c'est aussi l'émergence de ces mouvements qui viennent des sociétés, qui entrent dans l'arène politique directement, en défiant des États, des superstructures traditionnelles. Cette question se pose en Israël aussi, d'autant plus que là, la "vieille gauche" est morte. Il reste au total 8 députés travaillistes *Meretz* à l'Assemblée sur 120, et 10 députés des partis dits "arabes" - le Parti communiste est judéo-arabe, les autres sont essentiellement arabes -, cela fait 18 députés sur 120. Le cadre politique traditionnel de la gauche ne fonctionne plus, il faut créer quelque chose de neuf, une force alternative, ce à quoi s'efforcent un certain nombre de gens, mais il est juste de dire qu'il y a un problème de passage d'un mouvement social à sa traduction politique.

Pour toutes ces raisons, il nous a semblé essentiel de faire connaître ce qui ne l'était pas. Dans la plupart des pays arabes et dans le monde, on analyse le conflit en intégrant le facteur des

sociétés, quand les Britanniques écrivent sur ce conflit ou d'autres, ils intègrent la dimension sociétale. En France, notamment s'agissant du conflit israélo-palestinien, les journalistes - les chercheurs aussi d'ailleurs - se focalisent sur la dimension militaire et sur la dimension diplomatique. On sait tout de la dernière déclaration de Mahmoud Abbas, de Netanyahu, de Lieberman, mais sur les sociétés, rien. Il n'y a qu'à regarder ce que *Le Monde*, *Libération*, même *L'Humanité* ont publié depuis des années : la part congrue, c'est vraiment celle consacrée aux sociétés. Et, en l'occurrence, voilà deux sociétés qui bougent, beaucoup de phénomènes s'y développent, sociaux, politiques, moraux, sociétaux, et on ne peut penser le conflit et son issue sans penser les dynamiques en cours dans la société israélienne, dans la société palestinienne. Pour la société palestinienne, c'est un peu ce qu'a fait Benjamin Barthe avec *Ramallah Dream* (2), un livre dur, très critique à l'égard de l'Autorité palestinienne, mais qui donne une vision un peu plus réelle de ce qui se passe dans la société palestinienne. Nous avons voulu le faire avec la société israélienne, mais en braquant les projecteurs sur les gens qui sont porteurs d'alternatives.

- De ces portraits ressort l'extrême diversité de cet autre Israël, dans ses convictions, ses contradictions et ses potentialités. Une richesse, des obstacles ?

Nous sommes, Michel [Warschawski] et moi, des journalistes engagés, depuis longtemps, et, comme beaucoup, très fatigués de la langue de bois, des images toutes faites et des a priori. Nous avons voulu donner la parole à toutes ces personnes très diverses, hommes et femmes, Juifs et Arabes, jeunes et moins jeunes, communistes, anarchistes, travaillistes - Ilan Greilsammer -, militants de base, députés, acteurs de partis, d'associations, religieux, non religieux. Nous avons essayé, avec ce choix de vingt portraits à partir de nombreuses rencontres, de faire comprendre la diversité des motivations, des approches et des engagements.

Des militants, des dirigeants arabes, palestiniens d'Israël, comme Hanine Zoabi ou comme Aida Tuma, ont une logique politique claire : ils mènent une lutte pour les droits nationaux de leur peuple ●●●



(2) Benjamin Barthe, *Ramallah Dream, voyage au coeur du mirage palestinien*, La Découverte, octobre 2011, 256 p. - 19.30 €

●●● - avec des différences entre eux. Mais la vision politique d'un Dov Hanin s'inscrit dans une autre problématique : comment dépasser la quadrature du cercle de la vie politique israélienne, c'est-à-dire avoir la capacité de réunir Juifs et Arabes dans une même alternative, sachant que si on n'a pas les deux, il n'y a pas d'alternative, et que si chacun, chacune des deux composantes veut y être à 100 % de ses exigences, il n'y en a pas non plus. Voilà une problématique très spécifique, portée par quelqu'un qui a fait plus de 35 % des voix au second tour de l'élection municipale de Tel-Aviv, à la tête d'une liste "arc-en-ciel", avec un succès sans précédent pour le Parti communiste israélien. C'est un des dirigeants de ce parti, il est député. Or, il a eu non seulement 30 à 35 % des voix, mais il a fait 60 à 70 % des voix des jeunes. Là, il y a une expérience, ce n'est pas une parole.

Quand on s'adresse à des militants associatifs, c'est une autre logique. Par exemple, l'association *Adalah*, dont on interviewe un des dirigeants, Hassan Jabareen. Lui est vraiment sur la question des droits conçus pas seulement comme des droits politiques, mais des droits quotidiens qui sont ceux, menacés, des Palestiniens d'Israël. On a Yehuda Shaul de "Briser le silence", *Breaking the Silence*, quelque chose de tout à fait nouveau : voilà des soldats, pour beaucoup des officiers, épouvantés par ce qu'on leur a fait faire pendant leur service militaire dans les territoires - Shaul c'est à Hébron - qui sont revenus et ont dit : on ne va pas faire de la grande politique, on ne va pas défilé en disant "Vive la paix", on va témoigner des horreurs que la hiérarchie militaire, donc le gouvernement, nous a fait commettre. C'est un ébranlement important, parce que là ce sont des centaines de témoignages, à visage découvert, ce sont des soirées où ces soldats, des officiers, viennent parler en

direct. Dans un pays qui est très attaché à son armée, où certains conservent le mythe de la pureté des armes, de *Tsahal*, l'armée israélienne, la "pureté" est, là, mise à rude épreuve.

Et ainsi de suite, jusqu'au jeune David qui découvre à 15 ans comment avec *facebook* on peut entraîner une partie de son lycée "bobo" de Tel-Aviv dans des batailles pour la paix.

Voilà deux sociétés qui bougent, beaucoup de phénomènes s'y développent, sociaux, politiques, moraux, sociétaux, et on ne peut penser le conflit et son issue sans penser les dynamiques en cours dans la société israélienne, dans la société palestinienne.

Autre exemple, très important, de la diversité, dans ce livre, c'est Avraham Burg : il est du coeur de l'*establishment*, ce n'est pas un marginal : il était président de l'organisation sioniste, président de "l'Agence juive mondiale", président de la *Knesset*, et c'est l'un des "princes d'Israël" (3). Lui a jeté sa gourme, comme un certain nombre de personnes dans l'*establishment* le plus central d'Israël. C'est là aussi un phénomène qui se développe : aujourd'hui, nous pourrions rencontrer l'ancien chef du *Mossad*, qui entre temps a pris position publiquement contre la tentative ou les menaces de guerre contre l'Iran, il y a des généraux, des responsables des services qui rentrent en bataille ouverte. C'est encore plus que Burg, c'est l'appareil militaire et

des Services qui sont le coeur de l'appareil d'État israélien.

Il y a donc des petits ruisseaux dont chacun a son propre cours, c.-à-d. en termes politiques ses propres motivations. On peut espérer qu'ils fassent une grande rivière, sans aucune certitude. Je te retournerais volontiers ta question : quel est l'avenir des Indignés. Les Indignés trouveront-ils une traduction politique ou non, à commencer par les Indignés arabes : ces mouvements révolutionnaires, indiscutablement massifs, majeurs vont-ils déboucher sur autre chose qu'un replâtrage des régimes anciens ? Après tout, en Égypte, le pouvoir actuel est le même que celui mis en place par la "révolution des officiers libres" en 51. On est dans la continuité autant que dans la rupture. La Tunisie a peut-être quand même un peu plus avancé vers le changement. Quant à la Syrie, on sait ce qu'il en est. Donc le problème n'est pas seulement israélien, on est effectivement dans une période de bascule des rapports de forces mondiaux - on n'en est qu'au début - avec des mouvements de longue ampleur. Mais à quel moment aura-t-il polarisation et mutation qualitative qui font qu'un mouvement social devient une alternative, personne ne peut le prédire, pas plus pour Israël que pour la France, que pour les États-Unis, le monde arabe ou la Russie.

- Plusieurs de vos interlocuteurs assument un engagement religieux profond bien différent de l'image donnée récemment encore par des ultra-orthodoxes.

Absolument. Daniel Boyarin, qui est tout sauf un athée camouflé, c'est un homme religieux, profondément religieux, titulaire d'une chaire de culture talmudique des plus prestigieuses au monde, aux États-Unis, attire notre attention sur le fait qu'on ne peut pas confondre l'apparence et l'essence. Que les dirigeants ●●●

(3) Fils des grandes familles fondatrices de la communauté juive de Palestine, puis de l'État d'Israël en 1948.

●●● sionistes - quels qu'ils soient d'ailleurs, de gauche ou de droite - aient recours au discours religieux pour justifier leur politique, ne fait pas de doute. Mais pour Boyarin, cela, c'est le nationalisme, cela n'a rien à voir avec la religion proprement dite, il n'y a rien de plus antagonique que la religion juive au sens large et ce qu'en ont fait les dirigeants sionistes à travers les décennies via Herzl (4). Yeshayahou Leibowitz, le grand "rabin rouge", mort il y a un peu plus d'une vingtaine d'années, était lui aussi vraiment un religieux, c'était au nom de sa vision de la religion qu'il combattait la politique du gouvernement israélien (5). Bien sûr il y a des phénomènes qui font penser à une théocratie, c.-à-d. la manière dont les partis ultra-orthodoxes depuis des décennies ont imposé, par leur rôle charnière dans la vie politique israélienne, des reculs de plus en plus massifs au pouvoir en place quel qu'il soit.

Dans les courants ultra-orthodoxes, il y a toute une série de conceptions profondément réactionnaires, pas seulement machistes, sexistes, mais réactionnaires sur toute la ligne. Mais c'est une bataille qu'on mène contre toutes les religions, dans toutes les sociétés. Il faut qu'on soit bien clair dans le caractère universel de nos aspirations, de nos revendications : la bataille contre tout ce qui peut dans les religions, et notamment les 3 grandes religions monothéistes, charrier de caractère réactionnaire, sexiste, etc., est une bataille éternelle qui n'est pas près d'être gagnée ni contre l'orthodoxie juive, ni contre l'islamisme au sens religieux, fondamentaliste du terme, ni contre, chez nous, la radicalisation à droite d'une partie de l'Église : comme ce qui s'est passé contre des pièces de théâtre en France (6). Tous se valent par le

caractère réactionnaire de leur démarche. Mais cela n'empêche pas que les textes religieux, la foi elle-même ne sont pas en cause, c'est l'interprétation de la foi qui est en cause.

La bascule mondiale, ce n'est pas seulement le reflux, l'ébranlement de l'hégémonie américaine et occidentale, c'est aussi l'émergence de ces mouvements populaires qui viennent des sociétés, qui entrent dans l'arène politique directement, en défiant donc des États, des superstructures traditionnelles.

Dans le même temps, on constate que des ultra-orthodoxes, en Israël, font partie des catégories qui sont parmi les premières victimes de la politique néo-libérale. Il y a une grande pauvreté en Israël, c'est un pays riche mais 33 à 34% vivent sous le seuil de pauvreté : c'est la majorité des Palestiniens, pas tous, c'est une bonne partie des Juifs orientaux, des Juifs arabes, notamment des Juifs marocains. Mais ce sont aussi - et cela interroge, notamment pour ceux qui se revendiquent du judaïsme qu'ils considèrent comme une part de leur identité - les deux catégories entre guillemets "les plus juives" d'Israël : il y a les survivants de la Shoah dont plus du tiers vit sous le seuil de pauvreté - un scandale inouï quand on

pense à l'ampleur des réparations qui ont été versées par l'Allemagne en 1953 à l'État d'Israël, qui en a fait un élément important du développement économique israélien. Et deuxième catégorie : les ultra-orthodoxes. Il faut avoir été à Bnei Brak, une ville "noire", ultra-orthodoxe, où il y a des soupes populaires à chaque coin de rue : on les voit en caftan, chapeau traditionnel, le schtreimel, papillottes, etc., qui mangent la soupe populaire au coin de la rue. Ce n'est donc pas si simple et le film sur les ultra-orthodoxes *Kadosh* ne montre qu'un aspect de la réalité.

- Tu as évoqué les actions communes entre Juifs et Arabes. Peut-on dire que la conscience se développe des passerelles et des liens nécessaires entre acteurs palestiniens et israéliens ?

Une des choses les plus frappantes du mouvement des Indignés l'été dernier, sur laquelle Michel insiste beaucoup, c'est que dans un mouvement qui a entraîné plus de 400 000 personnes dans les rues, qui avait le soutien de 70 à 80 % de la population, il n'y a pas eu une once de racisme. Or la société israélienne est une société gangrénée par le racisme anti-arabe, du fait de la colonisation - de ce qu'on a appelé la gangrène en France, c.-à-d. l'importation dans la métropole des pratiques et des idéologies qui sont mises en oeuvre, librement, vu la lâcheté de la communauté internationale, dans les territoires occupés -, mais aussi du fait des contradictions de plus en plus fortes, en Israël même, avec la population palestinienne, les "Arabes israéliens". Michel souligne qu'il y a une ambiguïté en Israël quand on dit "le peuple d'Israël", *Am Israël*. Dans l'acception sioniste du terme, en fait on veut dire "le peuple juif", ce n'est pas le peuple, ●●●

(4) Fondateur du mouvement sioniste au congrès de Bâle en 1897, il est l'auteur de *Der Judenstaat* (« L'État des Juifs ») en 1899.

(5) Voir de Josef Algazy, père de Gadi Algazi (portrait dans le livre), le livre d'entretiens aux Éditions du Monde, *La mauvaise conscience d'Israël*.

(6) Voir Cerises n°121 : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3341&q=Heureux%20avenir>

●●● les citoyens d'Israël. Et là, l'expression *Am Israël*, a changé de sens : Daphnee Leef, l'une des porte-paroles du mouvement, dit, mais pas elle seulement, « *Nous sommes le peuple* », mais en précisant : « *Juifs et Arabes, gens des villes et des campagnes, Ashkénazes et Sépharades* ». Là, tout d'un coup, *Am Israël* devient le peuple au sens des "citoyens d'Israël". Ce n'est pas seulement un effet de rhétorique du mouvement des Indignés, que ce soit à Jérusalem, à Tel-Aviv, à Haïfa, à Bersheva, etc., ce sont des pratiques politiques qui se sont mises en place depuis quelques années. On en avait eu les prémices avec l'association *Taayoush*, une association judéo-arabe d'Israël dans les Territoires avec des manifestations de solidarité. *Taayoush* s'est transformé depuis un an et demi-deux ans en un nouveau mouvement judéo-arabe *Tarabut-Hithabrut* - "se rassembler" en arabe et en hébreu - , qui ne pratique pas seulement la solidarité avec les Palestiniens des Territoires, mais se bat en Israël contre la logique de la colonisation interne.

On voit se développer avec beaucoup de force des batailles, par exemple contre la politique de répression envers les Bédouins auxquels le gouvernement israélien veut voler les dernières terres qui leur restent, qu'il veut installer dans des villages qui sont des sortes de réserves. Il y a les mêmes batailles contre les phénomènes à la fois de judéisation et de *gentrification* des villes mixtes : une offensive extrêmement brutale menée souvent par des colons réimportés de Gaza, de 2005, par exemple à St-Jean d'Acre, ou bien par la grande bourgeoisie juive de Tel-Aviv, cherchant à conquérir les centres-villes historiquement palestiniens, en expulsant la population, en général sans indemnisation. La rénovation permet de modifier complètement la structure sociale, la nature de classe de ces quartiers qui deviennent bobo de luxe. A Jaffa, c'est le front de mer que la bourgeoisie de Tel-Aviv veut s'accaparer.

À St-Jean d'Acre, un groupe de colons venus de Gaza a installé une colonie dans la ville, une espèce de ghetto, et organise avec la mafia locale, avec l'appui de la municipalité, sous couvert de rénovation, l'expropriation systématiquement des familles arabes, parfois illétrées, sans titre de propriété : des histoires hallucinantes que l'on devrait mieux connaître en France où des villes sont jumelées. Face à cela, qu'il s'agisse des Bédouins, de Jaffa ou St-Jean d'Acre, on a - certes pas des masses de gens - mais des Juifs, des Arabes qui luttent ensemble. Et il n'y

**À quel moment
il y aura polarisation
et mutation qualitative
qui font qu'un
mouvement social
devient une alternative,
personne
ne peut le prédire,
pas plus pour Israël que
pour la France,
que pour les États-Unis,
le monde arabe
ou la Russie.**

a pas mieux pour tisser des liens et créer des conditions pour une alternative que de faire l'expérience de luttes communes, dans lesquelles les gens voient leur communauté d'intérêts et d'aspiration au changement.

- Vous affirmez en introduction le droit à une existence souveraine des Palestiniens. Vous restez néanmoins très prudents sur les perspectives d'avenir. Quel espoir ?

Ce n'est pas une lubie d'intellectuel de gauche de poser la question "un État, deux États ?" C'est bien la question qui se pose. Il y a échec de la "stratégie des deux États" mise en place par l'OLP en



1974 et développée progressivement, et dont le bilan est simple : pas de mini-État tel que l'OLP avait accepté de construire sur les territoires libérés par Israël, et une colonisation multipliée

par 100 en 40 ans. Échec aussi de la stratégie de la lutte armée : on a bien vu à quoi a mené l'illusion, s'il l'avait, du Hamas qu'en tirant des missiles sur des villes du sud d'Israël, on allait libérer la Palestine. Cela a bien plutôt été le prétexte d'un massacre sans précédent là aussi dans l'histoire du conflit.

La diplomatie palestinienne a quand même remporté une victoire importante à l'UNESCO, et plus importante encore, mais pas encore décisive, à l'Assemblée générale : ce que l'on appelle le Comité des Affaires économiques et sociales qui, au fond, prépare les résolutions pour l'Assemblée générale a voté, en novembre, sur la question de l'autodétermination palestinienne à 166 voix pour contre 5 - du jamais vu, le dernier quarteron des défenseurs des Netanyahu, Lieberman, etc., réduit à 4 États : les États-Unis, le Canada, la Micronésie et les îles Marshall. L'isolement de la politique du gouvernement israélien est sans précédent. Il faudrait intégrer d'autres éléments, la réélection ou non d'Obama, la Commission européenne, l'effet qu'aura le changement en France - Sarkozy a été le plus grand pro-israélien des présidents de la V^e République, la France n'a pas joué son rôle, important en Europe, pour entraîner les partenaires de l'Union européenne. Bref, si cette percée diplomatique ne débouche pas, il est clair que les Palestiniens seront amenés à reconsidérer leur stratégie. Comment continuer pendant des dizaines d'années à affirmer "deux États" alors que sur le terrain, chaque jour un peu plus, les conditions même de la création d'un État palestinien sont ruinées par la politique israélienne de colonisation, de ●●●

●●● dépendance économique ? Il ne faut pas abuser du terme *apartheid*, qui est exact pour les territoires occupés : il y a deux populations, l'une qui a tous les droits, l'autre qui n'en a aucun ; mais en Israël même, dans le "petit Israël", les Palestiniens, même s'ils sont des citoyens de seconde zone, ont le droit d'être élus, ils ont des députés ; si les Noirs d'Afrique du Sud avaient eu le droit de vote, d'avoir des partis avec des députés à l'Assemblée, on n'aurait pas parlé d'*apartheid*. Mais ce vers quoi on va, s'il n'y a pas de percée décisive à l'ONU, c'est une forme à la sud-africaine de bantoustans sur une toute petite partie du territoire de la Palestine historique avec une Autorité qui n'en a aucune, sauf de gérer la vie quotidienne pour débarrasser les Israéliens de ce souci là, le tout étant en gros sous contrôle total israélien. Donc la question d'un seul État, de changement de stratégie, se posera avec certitude s'il n'y a pas de percée.

Mais ce n'est pas le tout de poser la question. Il faut construire une stratégie. C'est un peu la différence entre deux livres qui se complètent. *Israël-Palestine un État, deux États ?*, que j'avais coordonné en novembre, mettait sur la table l'ensemble des arguments, le pour, le contre, sous des angles de spécialisation historiques,



juridiques, économiques, etc. Le livre d'Eyal Sivan et Eric Hazan est, lui, plus un plaidoyer en faveur de la solution de l'État unique (7). J'y trouve un élément très riche intellectuellement qui est la réflexion sur la différence entre partition et partage. Mais il y a deux points que je proposerais en débat aux auteurs. Le premier : est-ce qu'on peut aujourd'hui, en 2012, faire un livre qui ne défend qu'une thèse sans même

exposer ou rendre compte de la complexité du débat, donc des autres arguments, des contre-arguments ou des arguments positifs mais différents - il y a là tellement de contradictions à mettre en branle et à prendre en compte que ne restitue pas ce livre au caractère unilatéral problématique. Et deuxième point : les auteurs ne disent pas comment on fait, comment on passe du "grand Israël" ac-

**Il n'y a pas mieux
pour tisser des liens
et créer des conditions
pour une alternative
que de faire l'expérience
de luttes communes,
dans lesquelles les gens
voient leur communauté
d'intérêts et d'aspiration
au changement.**

tuel à une solution d'État unique démocratique, et là ce n'est pas une question secondaire, les auteurs l'évacuent mais elle est essentielle. Je disais, dans l'introduction d' *Israël-Palestine* qu'il y a des arguments puissants pour un seul État, qu'on ne peut pas balayer d'un revers de main. Premièrement, c'est un bel idéal. On ne me fera pas défendre le principe des États ethniques : l'expérience de l'Union-soviétique, de la Yougoslavie, de l'Afrique centrale est terrible. On sait très bien que quand on commence à délimiter des États ethniques, ça finit par des épurations, il y a une logique infernale là-dedans. Deuxièmement, c'est un idéal enraciné : du côté arabe, jusqu'en 74, les Palestiniens et les Arabes en général ont considéré qu'il fallait une Palestine libre et démocratique, c.-à-d. que l'idée d'un État commun où Juifs et Arabes

vivent ensemble ne manque de racines du côté palestinien. Mais du côté juif non plus : entre 1910 et 1947-48, l'idée binationale avait gagné jusqu'à 40 % de la communauté juive de Palestine. Quand les dernières élections politiques et syndicales ont lieu à l'intérieur du Yichouv, la communauté juive de Palestine, en 1944, 40 % des gens votent pour l'idée de l'État binational. Et troisièmement, sur le terrain, plus les colonies avancent, plus il y a de routes de contournement, plus l'Autorité palestinienne se réduit à un simulacre et moins les conditions existent pour deux États.

Mais quand on a dit ça, on ne peut pas négliger les arguments contre un État commun, et ils pèsent. Le premier, c'est que la majorité des deux peuples n'en veut pas, ce dont Eyal Sivan et Eric Hazan ne disent rien : on va imposer une solution "démocratique" à une majorité des deux peuples qui n'en veut pas ? Deuxièmement, l'OLP et tous ceux qui l'ont soutenue n'ont pas trouvé les forces nécessaires pour contraindre Israël à se retirer des territoires occupés en 1967 et à laisser se créer un État palestinien qui ne mettait pas définitivement à mort le projet sioniste puisqu'il restait un État d'Israël, et alors qu'on n'a pas réussi à obtenir moins, on veut obtenir plus, c.-à-d. un État commun qui signifie la fin totale du projet sioniste ? On fait comment, si on n'a pas eu les forces pour imposer moins, pour imposer plus ? Et troisièmement, si le rapport de force local, régional et international ne le permet pas, alors le risque énorme, c'est que l'utopie d'État commun se réduise en fait à la situation actuelle, c.-à-d. un État unique, et avec l'*apartheid*. Le raisonnement ne peut pas être abstrait du contexte politique. Et d'ailleurs, quand on y regarde de près, un certain nombre de dirigeants de la droite israélienne parlent maintenant d'État commun, parce qu'ils savent que, d'une certaine ●●●

(7) Eric Hazan, Eyal Sivan, *Un État commun entre le Jourdain et la mer*, La fabrique éditions, 2012, 67 p., 14 €

●●● manière, cela peut légitimer le statu quo, les uns ayant tous les droits et les autres aucuns.

- Et, pour nous, quelle contribution aux alternatives ?

On a une situation complètement nouvelle depuis Gaza, pour dire les choses simplement. Jusqu'à Gaza, le rôle des mouvements de solidarité en Europe, pas seulement en France, était de témoigner. Et cela a été très utile, en permettant de faire connaître la situation, de casser l'image fautive que les gens avaient d'Israël, l'image figée sur le génocide, l'idéal des pionniers, des kibboutz : les gens ne s'étaient pas rendu compte de ce qu'était devenu Israël, surtout après 67, un État de colonisation. Avec Gaza, on est entré dans une phase nouvelle : quand on regarde les sondages, les enquêtes d'opinion, on a une grande majorité de l'opinion mondiale, y compris occidentale, qui condamne de manière claire la politique du gouvernement israélien, et qui se prononce pour le droit à l'autodétermination des Palestiniens. Ce sont des chiffres énormes, en France plus de 70 %. On est donc à même non plus seulement de témoigner, mais d'être acteur de la politique - ce qui est, à mon avis, l'essentiel de notre travail - de peser sur la politique de nos gouvernements, de faire en sorte que cet état de l'opinion se traduise dans la politique des gouvernements européens et de l'Union européenne en tant que telle pour sortir de cette espèce de schizophrénie insupportable : d'un côté on a, tous les six mois, des déclarations formidables, condamnant la politique de Netanyahu, de colonisation, d'occupations illégales, affirmant que Jérusalem doit être la capitale de deux États - et, en même temps, l'Union européenne passe son temps à essayer de rehausser les relations entre Israël et elle. Si vraiment on condamne

la politique du gouvernement israélien, alors il faut prendre des sanctions et la première serait de suspendre l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël à qui on permet d'exporter et d'importer sans douanes un tiers de son commerce vers l'Europe et de l'Europe ! Si on imagine la suspension de cet accord en vertu de l'article 2 - respecter les droits de l'homme, le droit international, et ce n'est vraiment pas le cas -, alors on réintroduit, entre autres, les droits de douane, et dans les six mois qui suivent, n'importe quel gouvernement israélien est obligé de composer : il est insupportable pour l'économie israélienne qu'un tiers de son commerce soit réinstallé dans une situation de concurrence avec des droits de douane.

Il faut continuer à témoigner, mais depuis Gaza, on peut être acteur d'une autre politique. Un mouvement comme la Plate-forme des ONG pour la Palestine - qui en regroupe 45 environ, en tous genres, de toutes sensibilités - a adressé un questionnaire pour tous les candidats à la présidentielle et aux législatives avec 5 questions principales et publie leur position. Certains pensent toujours qu'il faut flatter Israël pour être élu, mais ils ont visiblement un bon train de retard. Et on est frappé dans les derniers temps, depuis deux ans, par le fait que des pans entiers des institutions françaises ont rejoint les positions du droit à l'autodétermination, à la reconnaissance de l'État palestinien : des conseils généraux, régionaux, des maires. On est dans une constellation complètement différente où, en gros, des courants qui ont été traditionnellement les plus proches du droit à l'autodétermination, c.-à-d. les éléments chrétiens, communistes, gaullistes à l'origine, ont été rejoints par d'autres courants, y compris, aujourd'hui, la majorité de la mouvance socialiste qui est passée d'une position

traditionnellement très pro-israélienne, à une position qui reste très attentive au désir de sécurité de l'État d'Israël, sans aucun doute, mais qui est beaucoup plus claire qu'auparavant sur la question du droit des Palestiniens à un État. D'ailleurs ce n'est pas complètement un hasard si l'un des soixante engagements du candidat devenu maintenant président, c'est la reconnaissance de l'État palestinien (8). Il y a donc là aussi des phénomènes de maturation. Notre problème, c'est de les traduire, d'aider en tout cas, de contribuer à ce que ça se traduise par une politique française active.

● Entretien réalisé par **Michèle Kiintz**

Dominique Vidal est historien et journaliste, collaborateur du *Monde diplomatique*. Il a publié : *Shoah, génocides et concurrence des mémoires*, Éditions du Cygne, dirigé avec Bertrand Badie, - *L'État du monde 2012 : nouveaux acteurs, nouvelle donne*, La Découverte -, Il est aussi l'auteur, avec, d'une nouvelle édition des *100 clés du Proche-Orient*, Fayard, nouvelle édition 2011 avec Alain Gresh et Emmanuelle Pauly - *Comment Israël expulsa les Palestiniens 1947-1949*, L'Atelier, postface de Sébastien Boussois, 2008.

Michel Warschawski vit en Israël. Il y est responsable du Centre d'information alternative. Il a publié entre autre : *Israël-Palestine : Le défi binational*, Textuel - *Programmer le désastre, La politique israélienne à l'œuvre*, La Fabrique, 2008 - *Destins croisés, Israéliens-Palestiniens, l'histoire en partage*, Riveneuve, 2009 - *Au pied du mur*, Éditions Syllepse, 2011

(8) Dans le 59° : « Je prendrai des initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine. Je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'État palestinien. »

Temps long, temps court

L'heure est au choix des solutions. L'habitude veut que, poussé par les drames sociaux, on se rue sur l'immédiat, ce qui, de fait, renvoie à plus tard les questions de structure et de fonctionnement de la société. Et cela fait maintenant 40 ans, soit plus que l'espacement de deux générations, que l'on court après l'urgence sans jamais la rattraper. Nous n'avons pu ainsi empêcher de passer de 600 000 chômeurs en 1981 à 4 700 000. Sarkozy n'est pas seul en cause. Le sort de l'Europe montre, sans aucune exception, pas même en Allemagne, que ce que l'on appelle hypocritement "l'austérité" détruit l'emploi et l'économie réelle. Le gouvernement italien a beau dire que la liberté de licencier est bonne pour l'emploi, on a du mal à croire à cet oxymore.

Hollande promet l'indexation du Smic sur la "croissance", le G8 invoque la croissance mais les propriétaires de l'économie préfèrent la spéculation, comment peut-on alors effectuer une "relance" en refusant les dépenses de formation, de santé ou pour le pouvoir d'achat ? Peut-on tolérer que le pouvoir d'usurier des banques fasse du bénéfice au détriment des pays ? La BCE doit-elle prêter aux banques ou nourrir l'activité ? Quelle "relance" sans prendre l'argent pour l'investir, même s'il rapporte moins que la spéculation ? Comment aborder les retraites, la rentrée scolaire, la formation des jeunes, l'accès au logement sans affronter ces verrous ? Dissocier les temps de l'urgence et du fondamental revient à prier les capitalistes de ne pas faire du capitalisme. Dire cela ne conduit pas à du tout ou rien mais à inclure les urgences dans une mise en cause des structures de la société. Mise en cause qui modifie le rapport de forces pour arracher des acquis avant même d'aboutir. Si un processus ne réalise pas tout d'un coup, un processus doit commencer tout de suite.

Quand la retraite à 65 ans a été créée, l'espérance de vie des ouvriers dépassait à peine 67 ans, elle est aujourd'hui de 74 ans. Faut-il s'en plaindre ? Lorsque la Sécurité sociale a été créée, on ne tentait même pas

de soigner les cancers, on ne greffait pas d'organes, le scanner n'existait pas. Aujourd'hui, les dépenses de santé ont augmenté, et lorsque l'on soignera le Sida, elles augmenteront encore. Cela s'appelle le progrès. Durant la troisième République, on trouvait l'argent pour des campagnes de vaccination dans les écoles et lorsque la Sécu a été créée au lendemain de la seconde guerre mondiale, la France était exsangue, son industrie détruite, un grand nombre d'hommes entre vingt et cinquante ans tués, les femmes moins nombreuses au travail étaient moins nombreuses à cotiser. Et on ne pourrait pas trouver l'argent aujourd'hui ?

En 1950, la majorité des ouvriers avait étudié jusqu'au certificat d'études (à 14 ans) ou au BEPC, aujourd'hui elle a un bac pro ou bac +2 ; évidemment les études sont plus longues et les salaires plus élevés, mais la productivité du travail est incomparable, on pourrait travailler moins et travailler tous.

On dit les dépenses sociales non rentables. Mais l'économie, c'est du savoir, de la santé, de la culture, du bien-être, du pouvoir d'achat, de la participation aux décisions, de la communication. L'économie, c'est de l'humain, et les humains mangent, s'habillent, se logent. Il y en a même qui partent en vacances et s'amuse ! L'économie, ce n'est ni des dividendes aux actionnaires, ni de la spéculation. La banque américaine Morgan vient de perdre 3 milliards de dollars et certainement pas à cause des dépenses sociales aux USA !

L'argent ne peut servir deux maîtres, un choix radical s'impose : on ne peut concilier les intérêts des prédateurs et ceux des exploités. Il ne reste qu'à nous en prendre aux bénéficiaires et aux pouvoirs des actionnaires. Ils ne se laisseront pas faire de gaieté de cœur, on le sait. Le clivage gauche-droite ne doit plus masquer la lutte des classes. C'est peut-être ce qui nous manque pour éviter le "vote utile".

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

Non, non, rien n'a changé !

Le capitalisme possède la capacité incroyable de faire de ses propres turpitudes une réussite commerciale et une performance d'acteurs. Ainsi le film de J.C. Chandor, intitulé *Margin Call* (Appel de marge, terme de finance) qui nous emmène au cœur d'une banque à Wall Street durant le krach boursier de 2008. Conscients de la bombe qu'ils ont construite, des banquiers d'affaires et des traders décident d'allumer la mèche afin de sauver leur propre mise : ils font donc "sauter la banque" en liquidant les actifs pourris. En une journée.

À côté de ce film, *Dallas, son univers impitoyable* est du pipi de chat. La cupidité est la valeur de ces financiers-là, l'argent qu'ils manipulent, leur horizon. Ils étaient ingénieurs dans les ouvrages d'art, l'aéronautique... Ils mettent leur créativité au service de modèles mathématiques de plus en plus sophistiqués, de produits financiers toxiques et destructifs. Loin d'eux l'idée de remettre en cause un bout du système. Des sommes faramineuses en échange de leur collaboration ou de leur silence les achètent.

Hier, le capital s'accumulait sur la durée. Aujourd'hui, il tourne. De plus en plus vite et en multipliant les opérations. Chaque jour, les banques d'affaires internationales empruntent aux banques centrales (si !) des centaines de milliards de \$ ou d'€ à faible coût et à court terme. Et non pour réinjecter ces ressources dans l'économie, mais pour détourner la manne dans des paris spéculatifs sur des actifs qui peuvent rapporter plus que le coût de l'argent emprunté. Lorsque les prêteurs suspectent un risque, les robinets sont coupés, il y a

crise des liquidités. C'est la faillite. Comme celle de la banque d'affaires Lehman Brothers en 2008.

Avec les banques JPMorgan (qui vient d'annoncer des pertes spéculatives colossales) et Goldman Sachs (qui a permis à la Grèce de maquiller ses comptes publics), la situation est pire qu'auparavant. Le nombre de produits toxiques a augmenté, avec des effets multiplicateurs de plus en plus puissants. En 2012, nous pouvons entonner le refrain des Poppys : « *Non, non, rien n'a changé. Tout, tout a continué.* »

Malgré les tentatives de régulation, l'Europe, qui n'a toujours pas la main sur la BCE, n'est pas plus protégée que les États-Unis où la pression du lobby financier est très forte et où des banques continuent à parier sur la faillite potentielle de la Grèce. Et Mario Draghi (à la tête de la Banque centrale européenne - BCE) et Mario Monti (successeur de Berlusconi) sont d'anciens collaborateurs de Goldman Sachs. La France moins exposée ? Combien de collectivités territoriales et d'hôpitaux sont aujourd'hui asphyxiés par les crédits à risques de l'ex-banque Dexia ?

Les solutions sont connues : il faut couper les tuyaux de la spéculation, reprendre le pouvoir sur les banques, supprimer au plan mondial tous les produits toxiques et non utiles à l'économie réelle. Cela méritait un film. Cela mérite une refondation économique mondiale et d'autres sommets.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine

Résistance européenne. Le 21 mai à l'Assemblée nationale. Les animateurs et députés du Front de gauche (on reconnaît notamment, de gauche à droite, Jean-Luc Mélenchon, Jacqueline Fraysse, Martine Billard, Clémentine Autain et Pierre Laurent) recevaient Alexis Tsipras, représentant de Syriza, organisation soeur du Front de gauche en Grèce.



Virus néo-libéral à éradiquer. Alexis Tsipras, représentant de Syriza, soulignait, le 21 mai à l'Assemblée nationale : « On a l'habitude de parler des programmes d'austérité mais en Grèce, ce n'est pas un simple programme d'austérité. Il s'agit d'une expérimentation européenne de solution néo-libérale de choc qui a conduit mon pays à une crise sans précédent. Si cette expérimentation continue en Grèce, elle sera exportée dans les autres pays européens. » A bon entendeur !

Fralib : des paroles et des actes. Le juge des référés du tribunal de grande instance de Marseille a ordonné l'expulsion des salariés de Fralib au 1^{er} juin. Ceux-ci incitent François Hollande à passer vite à l'acte pour sortir d'un conflit de plus de 600 jours, ne pas laisser partir ou détruire leur outil de travail en plaçant au coeur de négociations le projet alternatif présenté de longue date par les personnels.

TVA sur le livre. Le changement, c'est maintenant ? Un communiqué des éditions Syllepse. « Rétablir à 5,5% la TVA sur le livre - Instaurer le livre comme bien de première nécessité - Sauver la librairie et l'édition indépendantes. - Si les régimes totalitaires brûlent les livres, il serait grand temps que les démocraties cessent de les noyer ! Parmi les mesures du pouvoir sortant ayant frappé le plus durement le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population, figure l'augmentation de la TVA, impôt des plus injustes qui ponctionne implacablement le plus grand nombre sans relation avec le niveau de revenu de ceux qui la paient. La décision du précédent gouvernement d'augmenter de facto le prix du livre constituait une mesure antisociale et anticulturelle. En décembre dernier, le candidat François Hollande avait protesté contre la hausse de la TVA à 7% sur le livre et affirmé qu'il souhaitait rétablir le taux de TVA sur le livre à 5,5% et « redéfinir les taux de TVA ». Sous réserve d'autres mesures, nous attendons donc du nouveau président et du nouveau gouvernement qu'ils abrogent les décisions prises par le gouvernement sortant. »

Plus sécuritaire que Valls, tu meurs... Alain Gresh rappelle que la proximité du nouveau ministre de l'Intérieur avec Strauss-Kahn et Tony Blair et les thèses économiques de Bayrou exclurait déjà qu'on le classe à gauche. Négligeant l'invitation publique de Martine Aubry en 2009 à quitter le PS, il y a fait son chemin. Or, poursuit A. Gresh, « C'est sur le terrain de la sécurité que Valls a voulu se faire un nom, en montrant que la gauche pouvait être aussi répressive, voire plus, que la droite. Il a multiplié les articles et les livres sur le sujet, dont Sécurité, la gauche peut tout changer (Editions du Moment, Paris, 2011). Cet ouvrage rend un hommage appuyé et répété aux forces de l'ordre, sans jamais évoquer les violences

policières, les jeunes assassinés dans les quartiers, les procès de policiers qui débouchent toujours sur des non-lieux. En revanche, il est impitoyable avec le terrorisme, ayant été l'un des seuls socialistes à exiger l'extradition de Cesare Battisti. Et aussi avec les délinquants, ces classes dangereuses dont la bourgeoisie a toujours eu peur(...) Lors du soulèvement des banlieues de 2005, il a été l'un des trois députés socialistes à ne pas voter contre la prolongation de l'état d'urgence, une décision qui ramenait la France à l'époque de la guerre d'Algérie. » Plus sur <http://blog.mondediplo.net/2012-05-16-Vous-avez-aime-Claude-Gueant-Vous-adorerez-Manuel>



Faites goûtez nos Cerises
à votre famille, vos amis,
vos proches, vos collègues.
www.cerisesenligne.fr



Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de Cerises: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr